

# Table des matières

<b>Évaluation et recommandations</b>	9
<b>I. Évolution récente : la reprise conjoncturelle conduira-t-elle à une croissance durable ?</b>	29
Tendances récentes et facteurs à l'œuvre : une reprise identique à celle de 2000 ?	30
Perspectives et risques	47
<b>II. Le cadre de la politique économique : bilan et nouveaux enjeux</b>	51
Vue d'ensemble	51
Vue d'ensemble du programme de réforme du gouvernement	53
Politique budgétaire et réforme du secteur public	58
Remédier à la fragilité du secteur financier	87
Politique monétaire : assouplissement quantitatif en situation de déflation	103
<b>III. Améliorer les sources de la croissance et le niveau de vie</b>	115
Bilan en matière de productivité et de croissance	116
Encourager un environnement concurrentiel	127
Amélioration de l'affectation et de l'offre de main-d'œuvre	149
Amélioration des paramètres fondamentaux : une évaluation globale de la politique structurelle	159
<b>IV. Capital humain, technologie et politiques sectorielles de croissance</b>	171
Promouvoir la concurrence pour abaisser les prix dans les secteurs de réseau	172
Maintenir un niveau élevé de capital humain	184
Stimuler l'activité technologique et la formation pour accroître la productivité	190
Évaluation générale de l'action des pouvoirs publics	200
Notes	204
Bibliographie	219
<i>Annexes</i>	
I. Évaluation des programmes de réforme structurelle du gouvernement	225
II. Chronologie économique	235



**Encadrés**

1. Prévoir la déflation	45
2. Améliorer le marché des obligations d'État	72
3. Poids et financement des entreprises publiques à statut spécial	84
4. L'exemple de deux secteurs à faible productivité : l'absence de pressions concurrentielles	125
5. Innovation et croissance	128
6. Obstacles à l'entrée dans les professions	141
7. Extension de la réglementation et renforcement des obstacles à l'entrée : l'exemple des clubs de remise en forme	149
8. Institutions du marché du travail et croissance	152
9. Les facteurs qui favorisent la diffusion et l'utilisation efficace des TIC : enseignements du <i>Projet sur la croissance</i>	178
10. Un exemple de réussite d'un système productif local : Kyoto	201

**Tableaux**

1. Balance des opérations courantes et commerce extérieur	33
2. Indicateurs récents du marché du travail	41
3. Perspectives à court terme	48
4. Résumé du calendrier de réformes du gouvernement	54
5. Programmes budgétaires depuis 1992	60
6. Budgets supplémentaires de l'exercice 2001 et plafonnement des émissions d'obligations publiques à 30 000 milliards de yen	61
7. Redéploiement des ressources dans le cadre du budget 2002	62
8. Budgets de l'administration centrale et des collectivités locales	64
9. Déficit et endettement des administrations publiques	66
10. Capacité de financement par secteur	69
11. Orientations économiques et budgétaires du gouvernement pour la période allant de l'exercice 2002 à l'exercice 2006	75
12. Différents scénarios d'évolution du solde budgétaire des administrations publiques	78
13. Créances douteuses déclarées par le système financier	90
14. Avec un classement plus rigoureux les créances douteuses seraient deux fois plus élevées	91
15. Les bénéficiaires nets des banques commerciales japonaises ont plongé	96
16. Les banques ne sont pas incitées à étoffer leurs bilans	98
17. Mesures concernant l'utilisation du marché monétaire pour soutenir les objectifs d'augmentation des liquidités	105
18. La productivité est faible	119
19. Comptabilité de la croissance	121
20. Dans plusieurs secteurs la croissance de la productivité est faible	123
21. Dans les secteurs ouverts la productivité du travail est forte	124
22. La qualité relative de l'environnement des entreprises au Japon	130
23. Le nouveau programme triennal de réforme de la réglementation : résumé	143
24. La protection de l'emploi est relativement stricte au Japon	154
25. Les dépenses au titre de la politique du marché du travail sont beaucoup plus faibles qu'en Europe	156
26. Les subventions à l'emploi dans le secteur privé restent sous-utilisées	157

27. Recommandations pour la réforme structurelle et évaluation des progrès accomplis	161
28. Réforme de l'enseignement supérieur	187
29. Pépinières d'entreprises : comparaison internationale	200

## Graphiques

1. Les indicateurs économiques récents font état d'une reprise	31
2. Le niveau des stocks favorise la reprise de la production	34
3. La confiance des entreprises est en hausse	35
4. Les conditions monétaires se sont assouplies	36
5. La rentabilité a été favorisée par une amélioration des termes de l'échange	37
6. Les entreprises souffrent encore des hausses de salaires précédentes	38
7. L'endettement excessif est un problème dans le secteur non manufacturier	39
8. L'investissement est encore d'un niveau élevé	40
9. Les revenus des ménages restent faibles	42
10. L'écart de production et la déflation ne sont pas très corrélés	44
11. Programme de réforme structurelle	55
12. Programme de réforme structurelle	56
13. La dette publique continue d'augmenter	59
14. Les paiements d'intérêts restent peu élevés	68
15. Le secteur public est l'un des principaux détenteurs d'obligations d'état	70
16. Les ressources fiscales du budget se sont régulièrement érodées	80
17. La base monétaire et la masse monétaire ont suivi des évolutions divergentes	107
18. Les réserves disponibles des banques ont fortement augmenté	108
19. La nouvelle politique monétaire a fait baisser les taux d'intérêt	109
20. Les marchés s'attendent à ce que les taux restent peu élevés	109
21. Facteurs sous-tendant la croissance	118
22. La croissance de la productivité du travail a fléchi	119
23. La croissance s'est ralentie davantage au Japon	120
24. Une réglementation moins rigoureuse est associée à une amélioration de la productivité	129
25. L'économie est remarquablement fermée	133
26. Il y a peu de créations d'entreprises	138
27. Le Japon est à la traîne pour ce qui est du capital-risque	140
28. Les tarifs des télécommunications restent élevés	173
29. L'utilisation des serveurs sécurisés accuse du retard	177
30. Coût des lignes téléphoniques louées pour les entreprises	179
31. Les subventions favorisent la participation aux programmes de formation	189
32. Le Japon affiche une intense activité en matière de brevets	190
33. L'importance relative du Japon dans les brevets mondiaux a diminué	191
34. Le Japon est à la traîne pour les liens science-brevets	193
35. Régime fiscal de la R-D des grandes entreprises, 2001/2002	195
36. Les entreprises financent peu de travaux dans les laboratoires publics et les universités	196